



SG/II/GC

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux le neuf mars, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme BENET, M COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, M. LARRIGOLE, M.LAVAUD, Mme. DANRE, Mme. FERRET, M.GARCIA, Mme. SANTINI, Mme JULIAN, Mme BARRAU-FERRET, M. JULIAN, Mme. FITO, M.FUMET, M. NOLOT, M. PENAVALAIRE, M. DENARD, Mme FABRESSE-ROCA,
Absence de Mme Chrystel DA CONCEICAO.

Ont donné mandat :

M. Laurent ROUGE à M. Jean-Paul PUJOL, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme. Dominique JOLIS – PAILHIEZ, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BENET, Mme. Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET, Mme COURRIERE-CALMON à Mme Catherine FABRESSE-ROCA, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA,

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 21

Nombre de procurations : 11

Nombre de votants : 32

Date de la convocation : 2 mars 2022

Date de l'affichage par extrait : 15 mars 2022

Secrétaire de séance : M. Guy VIVES

OBJET : CONVENTION CADRE ENTRE LA VILLE ET LE CCAS

RAPPORTEUR :

Le CCAS est un établissement public administratif de la ville de Lézignan Corbières, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale dans le domaine de la solidarité (repas des aînés par exemple).

Il exerce ses compétences en matière d'action sociale générale telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Dans le respect de l'autonomie du CCAS, dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, d'une recherche d'optimisation des coûts, la ville de Lézignan Corbières apporte au CCAS pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise.

Dans ce contexte, il est nécessaire de clarifier et de formaliser dans une convention la nature des liens fonctionnels existant entre le CCAS et les services de la ville avec pour objectif de dresser l'étendue et la nature des concours apportés par la ville au CCAS permettant de donner à ce dernier les moyens de tenir pleinement son action dans ses domaines de compétence.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le projet de convention annexé à la présente délibération.

Considérant que par une convention cadre qui est soumise à l'approbation de l'assemblée, la ville et son CCAS définissent les conditions de fonctionnement du CCAS à travers le concours de la ville pour assurer une coopération étroite entre les deux collectivités ;

Considérant que cette convention recense les fonctions supports concernées par les concours apportés par la ville au CCAS et précise les modalités de remboursement de ces concours par le CCAS ;

Considérant que ce dispositif participe à la recherche d'une plus grande efficience et d'une rationalisation des moyens ;

Considérant les principales dispositions de la convention :

1. La ville apporte son concours et ses moyens au fonctionnement du CCAS en contrepartie du versement par ce dernier d'un forfait estimé à 40 000 €.
2. La ville s'engage à apporter son concours financier au budget du CCAS. Au titre de 2022 (Budget Prévisionnel), le CCAS ne recevra pas de subvention. Pour les années suivantes, le montant sera déterminé en fonction des besoins pour équilibrer le budget.
3. La durée initiale de la convention est fixée du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 31 décembre 2026 soit 3 ans et 9 mois sauf dénonciation votée par l'une ou l'autre des instances délibératives et signifiée par lettre recommandée. La convention sera reconduite chaque année de manière tacite au terme de sa première échéance soit le 31 décembre 2026.
4. Un comité technique rassemblant la ville et le CCAS se réunira chaque année au cours du 3^{ème} trimestre pour évaluer la mise en œuvre de la convention.

Considérant que la présente convention cadre a pour but de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville pour participer au fonctionnement du CCAS.

Il est proposé au Conseil Municipal

- D'adopter la convention cadre entre la Ville de Lézignan Corbières et le CCAS dont le projet est joint à la présente délibération.
- D'autoriser le Maire à signer ladite convention et à en assurer l'exécution
- De dire que les crédits relatifs à la subvention d'équilibre au profit du CCAS figurent à l'article 657362 « subvention de fonctionnement versée aux établissements et services rattachés »

**Sur présentation et proposition de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Adopte** la convention cadre entre la Ville de Lézignan Corbières et le CCAS dont le projet est joint à la présente délibération.
- **Autorise** le Maire à signer ladite convention
- **Dit que** les crédits relatifs à la subvention d'équilibre au profit du CCAS figurent à l'article 657362

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

Le Maire
Gérard FORCADA



CONVENTION CADRE ENTRE LA VILLE DE LEZIGNAN CORBIERES ET LE CCAS

ENTRE :

La Ville de Lézignan-Corbières, représentée par Gérard FORCADA, Maire en exercice, agissant en vertu de la délibération municipale n°..... du2022,

Ci après dénommée la Ville d'une part,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) représenté par M Jean-Paul PUJOL, agissant en vertu de la délibération n°.....du Conseil d'Administration n°..... du.....

Ci-après dénommé « Le CCAS », d'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIV

Préambule :

Le CCAS est un établissement public administratif de la Ville chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale sur les champs de la solidarité (opération lézibons, aides financières, logement d'urgence...). Il exerce ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L.123-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Pour lui permettre d'assurer ses missions, la Ville attribue au CCAS une subvention d'équilibre annuelle. Elle lui apporte son concours afin d'optimiser l'utilisation des fonds publics et de garantir la cohérence globale du fonctionnement des services.

Dans ce contexte, il est nécessaire de clarifier et de formaliser dans une convention la nature des liens fonctionnels existant entre le CCAS et les services de la Ville.

La présente convention cadre a pour but de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville pour participer au fonctionnement du CCAS.

Il a été convenu entre les parties :

Article 1 : OBJET

La présente convention-cadre a pour but de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville pour participer au fonctionnement du CCAS.

Cette convention recense donc les fonctions supports concernées par les concours apportés par la Ville au CCAS et précise les modalités générales de calcul de ces concours et de leur remboursement par le CCAS.

Article 2 : DEFINITION DES FONCTIONS SUPPORTS

Dans un souci de mutualisation des moyens, le CCAS bénéficiera du support régulier des services de la Ville pour l'exercice des fonctions suivantes qui contribuent au bon fonctionnement quotidien du CCAS: Direction Générale des Services, Ressources Humaines, Finances, Informatique et Téléphonie, Services Techniques, patrimoine bâti, entretien des locaux et assurances.

Article 3 : MODALITES FINANCIERES DE REFACTURATION DES FONCTIONS SUPPORTS

Les prestations des fonctions supports peuvent être réalisées par la Ville, soit directement en régie via ses propres services, soit par le biais de ses propres marchés publics.

Quel que soit le mode de gestion choisi, les charges directes liées au concours des directions supports de la Ville susmentionnées seront facturées au CCAS par la Ville.

Cette facturation est faite sur la base de forfaits éventuellement révisables d'un commun accord à la date de renouvellement de la présente convention. Les charges sont les suivantes :

Frais de personnel : La Ville met à disposition du CCAS, un agent technique pour 25% d'un équivalent temps plein (ETP) un adjoint administratif pour 50% d'un ETP et un Rédacteur principale 1ère classe pour 25% d'un ETP. Le salaire brut correspondant en référence à la grille indiciaire de la fonction publique territoriale est de 28 000 € auquel il est estimé 7 000 € de charges.

Soit un total de 35 000 € pour l'ensemble des frais de personnel.

Informatique et téléphonie et frais de courriers : 1 500 € par an

Bâtiments : 3 500 € par an dont 1 800 € (50 €/mois/bâtiment) pour la mise à disposition et 1 700 € pour les frais d'assurance et consommations diverses (électricité, eau, gaz...).

Soit un total de 40 000 € TTC.

Article 4 : AUTRES CONCOURS DE LA VILLE

Le CCAS pourra avoir recours au conseil, à l'assistance ou à l'expertise de toutes les autres directions ou services de la Ville, en sus des fonctions supports énoncées à l'article 2. Ces concours ponctuels et non quantifiables seront apportés par la Ville à titre gratuit.

Article 5 : GESTION DES LOCAUX

Les locaux sont propriétés exclusives de la Ville qui en supporte tous les frais directement.

Article 6 : RELATIONS FINANCIERES ENTRE LE CCAS ET LA VILLE

Pour obtenir le versement de la subvention annuelle, dans le cadre du soutien financier apporté par la Ville au CCAS, le CCAS présentera chaque année à la Ville, un document retraçant les orientations stratégiques de l'établissement.

La Ville restant propriétaire des immeubles, reste maîtresse des investissements et travaux à réaliser.

Article 7 : MARCHES PUBLICS ET GROUPEMENT DE COMMANDES

Le CCAS dispose de la capacité à gérer ses propres marchés pour les besoins qui lui sont spécifiques.

Le CCAS et la Ville pourront néanmoins procéder à des groupements de commandes en application des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique lorsque les besoins seront homogènes.

Chaque groupement de commandes fera l'objet d'une convention constitutive définissant les modalités de fonctionnement du groupement.

Article 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet le 1^{er} avril 2022 pour une durée de 3 ans et 9 mois (soit jusqu'au 31 décembre 2026) sauf dénonciation votée par l'une ou l'autre des instances délibératives, notifiée par LR/AR avec un préavis de 3 mois. Elle sera reconduite par reconduction tacite, pour une période de 1 an.

Article 9 : MODALITES DE SUIVI ET DE REVISION DE LA CONVENTION

CADRE

Modalités de suivi et d'évaluation

Un comité de suivi technique rassemblant la Ville et le CCAS se réunira chaque année au cours du 3ème trimestre pour évaluer la mise en œuvre de la convention.

Ce comité de suivi sera composé :

- Pour la Ville : du Directeur Général des services de la Ville, et du/des Directeur(s) Généra(ux)l Adjoint(s)
- Pour le CCAS : de la Directrice ou Directeur du CCAS et des élus membres du Conseil d'Administration du CCAS.

Au cours de cette réunion, pourra être examinée la révision des bases forfaitaires pour les prestations.

Modalités de révision de la convention cadre

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention cadre d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant soumis aux deux assemblées délibérantes des parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention ou de ses annexes. Il entrera en vigueur après signature par les deux parties et transmission au contrôle de légalité.

Article 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige, la juridiction administrative compétente sera le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait en double exemplaire, à Lézignan Corbières, le 1^{er} avril 2022

Pour la Ville,

Le Maire

Pour le CCAS

Le Vice-Président